

**Assemblée générale**

Distr. générale  
2 mai 2012  
Français  
Original : anglais

**Soixante-sixième session**

Point 146 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires****du financement des opérations de maintien  
de la paix des Nations Unies****Base de soutien logistique des Nations Unies  
à Brindisi : rapport sur l'exécution du budget  
de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2011  
et projet de budget pour l'exercice allant  
du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013****Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2010/11	68 170 600
Dépenses de 2010/11	68 116 700
Solde inutilisé de 2010/11	53 900
Crédit ouvert pour 2011/12	68 512 500
Dépenses prévues pour 2011/12 <sup>a</sup>	68 469 900
Montant prévu du solde inutilisé de 2011/12	42 600
Projet de budget du Secrétaire général pour 2012/13	70 461 600
Recommandation du Comité consultatif pour 2012/13	68 626 900

<sup>a</sup> Prévision au 31 mars 2012 (voir annexe I du présent rapport).



## I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 54 et 56, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui aboutiraient à réduire de 1 834 700 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (BSLB) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013.

2. Le rapport du Comité consultatif intitulé « Observations et recommandations sur les questions concernant l'ensemble des opérations » est publié sous la cote A/66/718. Dans le présent rapport, le Comité traite des ressources et d'autres questions qui concernent spécifiquement la BSLB.

3. Le Comité consultatif, lorsqu'il a examiné les propositions présentées par le Secrétaire général dans le projet de budget de la BSLB pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/724) a pris en compte les recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (voir A/66/5 (Vol. II), chap. II). Le rapport du Comité consultatif sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix est publié sous la cote A/66/719. **Le Comité consultatif continue à souligner la valeur des conclusions du Comité des commissaires aux comptes et réaffirme qu'il est nécessaire que ses recommandations soient appliquées dans les délais fixés par le Secrétaire général.**

4. La liste des documents sur lesquels le Comité consultatif s'est fondé pour examiner le financement de la BSLB figure à la fin du présent rapport.

5. L'Assemblée générale est également saisie des rapports suivants, dans lesquels le Secrétaire général soumet des propositions relatives à la BSLB : les rapports du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour 2012/13 (A/66/721) et sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1). Les observations et recommandations du Comité consultatif relatives à ces propositions figurent dans ses rapports correspondants (A/66/779 et A/66/718).

## II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011

6. Dans sa résolution 64/270, l'Assemblée générale a ouvert, aux fins du fonctionnement de la BSLB pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011, un crédit d'un montant brut de 68 170 600 dollars (montant net : 63 034 100 dollars). Le montant intégral de ce crédit a été mis en recouvrement auprès des États Membres. Le montant brut des dépenses de l'exercice s'est établi à 68 116 700 dollars (montant net : 62 742 400 dollars), soit un solde inutilisé d'un montant brut de 53 900 dollars (montant net : 291 700 dollars), ce qui représente, en chiffres bruts, pratiquement l'intégralité du crédit ouvert. Une analyse détaillée des écarts est présentée dans la section IV du rapport sur l'exécution du budget (A/66/603).

7. Des dépassements ont été observés notamment aux rubriques suivantes :

a) Personnel recruté sur le plan international (835 600 dollars, soit 6,3 %) : le dépassement est essentiellement imputable à des dépenses de personnel plus élevées que prévu, essentiellement imputables aux voyages effectués à l'occasion du recrutement et au versement d'une prime d'affectation au personnel recruté sur le plan international, ainsi qu'à une augmentation de 12,8 points de l'ajustement de poste à Brindisi, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011;

b) Fournitures, services et matériels divers (2 381 500 dollars, soit 193,1 %) : l'écart s'explique principalement par des pertes de change et la comptabilisation des sommes négociées au titre du règlement des demandes d'indemnité de six anciens vacataires.

8. Ces dépassements ont été compensés en partie par des économies, notamment aux postes ci-après :

a) Personnel recruté sur le plan national (1 427 000 dollars, soit 7,6 %) : l'économie est principalement due aux fluctuations du taux de change;

b) Installations et infrastructures (854 500 dollars, soit 6,5 %) : le solde inutilisé est en partie dû au report de la mise en place du système électrique dans la zone logistique et à l'annulation de l'installation de systèmes de prévention des incendies, de la modernisation des routes et des aires de circulation de la zone logistique et de la modernisation de certaines zones, parce qu'il a fallu compenser en partie les pertes de change et dépenses afférentes au règlement de demandes d'indemnités;

c) Transmissions (947 200 dollars, soit 11,9 %) : le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le matériel de communication par satellite n'a pas été remplacé comme il était prévu de le faire, des crédits ayant dû être réaffectés à la rubrique Fournitures, services et matériels divers, afin de compenser en partie les pertes de change et dépenses afférentes au règlement de demandes d'indemnités.

9. Les observations du Comité consultatif sur les renseignements relatifs à certains objets de dépense communiqués dans le rapport sur l'exécution du budget figurent dans l'examen du projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013.

### **III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours**

10. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2012, le montant brut des dépenses engagées au titre de l'exercice 2011/12 s'élevait à 48 456 600 dollars pour un montant réparti s'élevant, en chiffres bruts, à 68 512 500 dollars. Il est prévu que le montant des dépenses effectives et projetées pour la totalité de l'exercice se chiffrera à 68 469 900 dollars, d'où un solde inutilisé de 42 600 dollars (voir annexe I du présent rapport). Au 12 mars 2012, le solde de trésorerie, y compris une réserve opérationnelle de trois mois, d'un montant de 17 128 dollars, était de 98 000 dollars (y compris des fonds en espèces réservés pour les stocks stratégiques pour déploiement rapide).

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 29 février 2012, les chiffres de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 concernant l'occupation des postes de la BSLB s'établissaient comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé<sup>a</sup></i>	<i>Effectif prévu</i>	<i>Effectif réel</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
<b>Postes</b>				
Personnel recruté sur le plan international	118	118	94	20,3
Personnel recruté sur le plan national	270	270	260	3,7
<b>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</b>				
Personnel recruté sur le plan national	13	13	10	23,1

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé, entre le début et la fin de l'exercice, de l'effectif autorisé.

## IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

### A. Objectifs et résultats prévus

12. Comme indiqué dans le projet de budget de l'exercice 2012/13 (A/66/724), l'objectif de la Base de soutien logistique est de garantir l'efficacité et l'efficience des opérations de maintien de la paix. La Base doit fournir des produits dans les domaines d'activité suivants : services d'appui de la Base, logistique, services informatiques et communications. La conversion de la BSLB en Centre de services mondial, qui a débuté en 2010/11 dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, se poursuivra en 2012/13. Le Comité consultatif note qu'il est indiqué au paragraphe 34 du projet de budget que le Bureau régional de la sécurité aérienne continuera d'assurer le contrôle de la sécurité aérienne pour la Base de soutien logistique, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Se fondant sur les renseignements relatifs aux partenariats et à la coordination des équipes de pays présentés dans les paragraphes 35 à 37 du projet de budget, le Comité consultatif constate également que la Base de soutien logistique fournit des services de télécommunications à d'autres organismes des Nations Unies et collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM), moyennant une participation aux coûts, dans des domaines tels que les transports aériens et les services médicaux. Le Comité consultatif note également que la BSLB continuera à fournir un appui aux missions politiques spéciales. Il note en outre que le centre secondaire actif de télécommunications de Valence fait rapport au Directeur de la BSLB et que la Base est également responsable de l'entretien et de la maintenance de ce site (voir A/66/724, sect. E).

### Unités hébergées

13. Les unités actuellement hébergées à la BSLB sont les suivantes : la Force de police permanente, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et le Service intégré de formation. Le Comité consultatif note que depuis

l'exercice 2011/12, le budget des unités hébergées est présenté dans le cadre du budget du compte d'appui. Les unités hébergées et leurs 51 postes continuent à être implantées à la BSLB et à faire rapport aux départements du Siège dont elles relèvent, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions (voir A/66/724, par. 30 à 33 et A/65/760, par. 73).

### **Conversion de la Base de soutien logistique en Centre de services mondial**

14. Comme suite à la résolution 64/269 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté un rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1), qui contient des propositions concernant la transformation de la BSLB en Centre de services mondial. Les observations du Comité consultatif sur la mise en œuvre de la stratégie d'appui aux missions figurent à la section IV de son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/66/718). Le projet de budget de la BSLB pour l'exercice 2012/13 (A/66/724) contient des propositions concernant cette conversion; les recommandations du Comité sur ces propositions figurent dans les paragraphes ci-après.

15. Le Secrétaire général, dans son rapport sur le budget de la BSLB pour l'exercice 2011/12 (A/65/760), a décrit un plan en trois étapes aux fins de la conversion de la BSLB en Centre de services mondial, dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions. Le rapport du Comité consultatif sur cette question a présenté une chronologie de mise en œuvre du plan (A/65/743/Add.12, annexe II). La phase 1 du plan, correspondant à l'exercice 2011/12, visait à regrouper et à rationaliser les capacités et fonctions d'appui existantes dans les trois services, à savoir logistique, transmissions et informatique et services d'appui. Cette rationalisation visait à préparer la BSLB à absorber les fonctions d'administration, principalement dans les domaines de la gestion des ressources humaines, des finances et du budget. La phase 2 du plan, correspondant à l'exercice 2012/13 concernerait le transfert de la gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide, la gestion des biens et des stocks mondiaux et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement mondiale, notamment par la mise en place de systèmes d'entreposage centralisés visant entre autres à optimiser l'utilisation des locaux disponibles, du stockage, de la rotation des stocks et de l'utilisation des ressources humaines. De plus, le transfert d'autres fonctions d'administration se poursuivra. Pendant la troisième phase, l'essentiel de l'activité portera sur la fourniture de services d'appui sous forme de prestations modulaires et de gammes de services en vue de répondre aux besoins d'appui des missions tout au long de leur cycle de vie.

16. Le Comité consultatif rappelle que dans son rapport sur le budget de l'exercice 2011/12, le Secrétaire général a proposé que, dans le cadre de la phase 1, les cinq fonctions ci-après, ainsi que les postes et ressources correspondants, soient transférés du Siège au Centre de services mondial : gestion des équipements de communications et d'informatique; appui technique aux systèmes financiers; traitement de l'indemnité pour frais d'étude à l'échelle mondiale; gestion des marchés passés pour les missions; normes relatives aux aérodromes et aux aéroports. Dans sa résolution 65/291, l'Assemblée générale a approuvé le transfert de quatre des cinq fonctions (excluant les normes relatives aux aérodromes et aux aéroports), ainsi que de huit postes. S'étant enquis de l'état d'avancement du transfert de ces quatre fonctions, le Comité consultatif a été informé que : a) le Service du traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études au niveau mondial et le Groupe de la gestion des marchés des missions étaient pleinement

opérationnels depuis janvier 2012; b) la fonction de gestion des équipements informatiques et de communications était remplie à partir du Siège, en attendant que soient recrutés un fonctionnaire d'administration (P-4) et un assistant administratif (agent des services généraux, recruté sur le plan national); c) l'appui technique aux systèmes financiers était également fourni à partir du Siège, mais que cette fonction devait être transférée au Centre de services mondial avant le 1<sup>er</sup> mai 2012, après l'arrivée de l'administrateur de programmes (P-3), prévue pour le 27 avril 2012. Un tableau indiquant l'état des transferts et du recrutement pour les huit postes à pourvoir, qui figure à l'annexe IV du présent rapport, a également été communiqué au Comité consultatif.

17. Le Comité consultatif a demandé des éclaircissements quant aux procédures en place applicables au transfert de postes du Siège au Centre de services mondial, en particulier lorsqu'il s'agit de postes pourvus. Il a été informé qu'une cellule d'appui au personnel composée de fonctionnaires des services compétents du Secrétariat avait été créée pour soutenir le personnel qui pourrait être touché par la suppression de postes, si l'Assemblée générale approuvait le transfert de fonctions envisagé. Cette cellule comportait des représentants des quatre divisions et du Service administratif du Département de l'appui aux missions ainsi que du Bureau de la gestion des ressources humaines. Des précisions concernant le rôle de cette cellule sont présentées à l'annexe V du présent rapport.

18. Dans son rapport sur le budget de l'exercice 2012/13, le Secrétaire général propose de renforcer le Centre de services mondial en 2012/13, pour qu'il devienne une entité unifiée regroupant la BSLB et le centre secondaire actif de communications de Valence et dotée d'une structure fonctionnelle fondée sur les deux principales missions : gestion de la chaîne d'approvisionnement et services d'appui. La Base logistique serait le centre de fourniture aux missions de compétences techniques en matière de services dans les domaines de la logistique, de l'informatique et des communications, y compris en matière de gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement et d'organisation en modules. Le centre de Valence deviendrait un centre de services spécialisés dans les domaines de la gestion du personnel des missions et du budget et des finances des missions, en plus de servir de site secondaire actif en matière de télécommunications après sinistre et de pôle informatique. Le Secrétaire général propose de poursuivre le transfert des fonctions actuellement remplies au Siège à New York par le Département de l'appui aux missions, plus spécifiquement par la Division du soutien logistique, à la Base de soutien logistique de Brindisi et par la Division du personnel des missions au centre secondaire actif de communications de Valence.

19. Les fonctions qu'il est proposé de transférer de la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions à la BSLB, décrites au paragraphe 10 du projet de budget pour 2012/13, sont entre autres les suivantes :

a) Gestion des ressources et du matériel au niveau mondial pour la prestation de services de génie et de transport de surface, à savoir entre autres : définition et application de pratiques relatives à la gestion des stocks, de directives et d'instructions permanentes qui serviront à organiser le contrôle des stocks, centralisation des opérations logistiques afin d'apporter un appui plus efficace aux activités menées par les missions et en interne; fusion des services de génie avec les opérations actuellement menées par le Centre de services mondial en vue d'améliorer la gestion des biens et le soutien logistique apporté aux missions;

création d'une fonction de gestion des pièces de rechange aux fins de l'élaboration de politiques, de directives et d'instructions permanentes relatives à la gestion des pièces de rechange et des véhicules et de contrôler les stocks de pièces de rechange des missions, de manière à rationaliser l'appui apporté aux missions pour l'achat des pièces de rechange;

b) Soutien opérationnel des missions, à savoir entre autres application de politiques et d'orientations mises au point au Siège dans le domaine de l'approvisionnement et du génie, suivi des projets coûteux ou délicats dans les missions hors Siège, définition des cahiers des charges, suivi et coordination de la planification des achats et des marchés pour les missions, gestion et suivi des demandes liées aux contrats-cadres d'approvisionnement et de génie à l'échelle mondiale, traitement des demandes de fourniture de biens ou de services et gestion des bases de données connexes;

c) Gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide, à savoir entre autres gestion et contrôle des stocks stratégiques pour déploiement rapide et de leur reconstitution afin d'accélérer le transfert des biens et du matériel aux opérations hors Siège, d'optimiser la rotation des stocks et de mettre à jour la composition des stocks dans le cadre du programme de modularisation, amélioration des échanges avec les missions concernant leurs besoins, le financement nécessaire, les priorités et les prévisions;

d) Équipe de liquidation des missions, à savoir transfert au Centre de services mondial des fonctions de cession du matériel qui sont actuellement assurées par le Service du soutien aux opérations de la Division du soutien logistique, afin d'aider plus efficacement les missions à exécuter les activités de liquidation et de cession, de veiller au respect des politiques et des directives et de créer les mécanismes de vérification nécessaires pour l'approbation et le suivi des plans de cession des actifs et la tenue des inventaires.

Du fait du transfert de ces quatre fonctions, il est proposé de supprimer 23 postes (1 D-1, 4 P-4, 8 P-3 et 10 d'agent des services généraux) à la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions, postes actuellement financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de créer des postes identiques à la Base de soutien logistique de Brindisi. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu des renseignements quant aux économies et aux dépenses liées au transfert envisagé des fonctions précitées de la Division du soutien logistique au Centre de services mondial. Il traite de cette question dans le cadre de ses observations sur la stratégie globale d'appui aux missions, qui figurent dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (voir A/66/718, par. 245 et annexe X).

20. Le Secrétaire général propose également, comme indiqué aux paragraphes 12 à 14 du budget de l'exercice 2012/13, de créer une Section de la gestion des ressources humaines des missions au centre de Valence, laquelle comprendrait également le Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, le Groupe de la vérification des références et le Groupe de l'indemnité pour frais d'étude, qui sont actuellement basés à Brindisi, ainsi qu'un Groupe de la gestion des listes d'aptitude et un Groupe du renforcement des capacités. Du fait de ce transfert, 11 postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 8 d'agent des services généraux) et 16 emplois de temporaire (12 P-3 et 4 postes d'agent des services généraux) actuellement financés au moyen du compte d'appui seraient supprimés à la Division du personnel des

missions du Département de l'appui aux missions et des postes et emplois de temporaire identiques seraient créés au centre de Valence pour doter en effectif le Groupe de la gestion des listes d'aptitude et le Groupe du renforcement des capacités. Il est proposé de transférer au site de Valence les fonctions actuellement basées à Brindisi (Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, Groupe de la vérification des références et Groupe de l'indemnité pour frais d'études) ce qui correspond à 1 poste P-4, 2 P-3, 4 postes et 6 emplois d'agent des services généraux recruté sur le plan national (voir A/66/724, par. 73 à 75).

21. S'agissant du transfert envisagé des fonctions de la Division du soutien logistique au Centre de services mondial de Brindisi, le Comité consultatif est conscient des avantages que présentent l'intégration des fonctions logistiques et la fourniture de services centralisés aux missions dans des domaines tels que le déploiement des stocks stratégiques, la centralisation de l'entreposage et la gestion des ressources et du matériel au niveau mondial pour la prestation de services de génie et de transport de surface. En réponse à sa question, il a été indiqué au Comité que les transferts envisagés n'auraient pas d'incidence sur les questions relatives aux achats abordées par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/288 et n'auraient pas non plus de retombées sur la délégation de pouvoir en matière d'achat. **Le Comité consultatif recommande donc que le Secrétaire général soit autorisé à procéder au transfert des quatre fonctions de la Division du soutien logistique au Centre de services mondial de Brindisi (voir aussi A/66/718, sect. IV). Ses observations sur les postes qu'il est envisagé de supprimer ou de créer figurent aux paragraphes 43 à 54 ci-après.**

22. Le Comité consultatif a eu des entretiens approfondis avec des représentants du Secrétaire général sur les autres propositions relatives à la conversion de la BSLB en Centre de services mondial, en particulier la raison d'être et les incidences administratives et financières du déploiement du Centre de services mondial dans deux sites distincts, à savoir Brindisi et Valence. **En dépit des explications qui lui ont été fournies, le Comité consultatif n'est toujours pas convaincu de la nécessité opérationnelle ni des avantages d'un tel arrangement. Dans son rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/718, sect. IV), le Comité consultatif indique que l'idée de déployer le Centre de services mondial sur deux sites séparés diffère radicalement de la proposition d'origine et risque d'avoir de lourdes incidences structurelles et financières. Il recommande donc que le Secrétaire général soit prié de présenter à l'Assemblée générale, pour qu'elle l'examine, une étude complète démontrant l'intérêt de déployer le Centre de services mondial sur deux sites, ainsi que d'autres solutions possibles, accompagnée de l'analyse comparative de leurs avantages par rapport à leur coût. Dans le rapport précité, le Comité consultatif note également qu'à ce jour, l'Assemblée générale a approuvé l'utilisation du site de Valence uniquement en tant que centre de données et de télécommunications secondaire actif. Ayant cela à l'esprit, il se prononce contre la création de la Section de la gestion des ressources humaines des missions à Valence, au stade actuel (voir A/66/718, sect. IV).**

23. Des renseignements sur les fonctions de l'actuelle équipe de gestion du fichier de candidats figurent dans les paragraphes 71 et 72 du rapport sur le budget de l'exercice 2012/13 (A/66/724). Le Comité consultatif note en particulier le rôle essentiel que les responsables de groupes professionnels envisagés jouent dans la création et la tenue d'une liste de candidats hautement qualifiés, compétents et



disponibles pour répondre aux besoins d'effectifs actuels et projetés des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment en examinant les candidatures extérieures, en sélectionnant les candidats pour lesquels une évaluation plus poussée s'impose, en assurant le secrétariat des groupes d'experts et en coopérant avec des spécialistes de l'organisation des carrières, en assurant la sensibilisation des États Membres, des partenaires des opérations de maintien de la paix et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et en tissant des relations avec les institutions ou associations professionnelles. **Le Comité consultatif estime qu'il convient d'effectuer une analyse plus approfondie en vue d'établir si les fonctions de gestion du fichier de candidats répondent pleinement aux critères définis par le Secrétaire général pour qu'elles puissent être transférées au Centre de services mondial, à savoir être de nature transactionnelle, et non stratégique, et ne pas nécessiter d'interaction avec les États Membres. Dans l'attente de cette analyse, il se prononce contre le transfert au Centre de services mondial des fonctions de la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions.**

#### *Modules et gammes de service prédéfinis*

24. Le Secrétaire général décrit les initiatives récentes en matière de développement de modules et de gammes de service dans le rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1). Les trois phases à mettre en œuvre au cours d'une période de cinq ans portent entre autres sur la mise au point de modules de service pour : un camp de taille moyenne de 200 personnes (phase 1, en cours), une base de grande taille de 1 000 personnes, un avant-poste de 50 personnes, des kits d'expédition adaptables en dimension pour un camp préparatoire, une base logistique et une base aérienne, correspondant aux besoins fonctionnels d'un petit aérodrome. Ce rapport présente également des informations sur la mise en œuvre du premier module pour un camp de 200 personnes et les enseignements tirés, des estimations des économies et des ressources nécessaires en matière de planification, de logistique et d'installations ainsi que les principaux indicateurs de résultats pour les missions, le Département de l'appui aux missions et le Centre de services mondial ainsi qu'un aperçu des étapes suivantes. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur la modularisation figurent dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/66/718, sect. IV).

#### **Activités d'appui aux missions**

25. Des renseignements sur les activités d'appui aux missions sont fournis dans les paragraphes 15 à 29 du rapport sur le projet de budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Le Secrétaire général propose de continuer à renforcer les capacités des équipes d'appui aux missions et à accroître l'étendue des compétences disponibles pendant cet exercice. Il indique que les équipes d'appui aux missions sont des prestataires de service de première importance pour les missions, car elles permettent d'affecter du personnel qualifié du Centre de services mondial à la mise en œuvre d'initiatives et de projets précis et de combler certaines lacunes en matière d'effectifs. Il est également précisé que, depuis leur création en 2010, ces équipes ont déployé, individuellement ou collectivement, plus d'une centaine d'agents à l'appui de 11 missions en vue d'apporter des solutions rapides et ciblées adaptées aux besoins des missions. En outre, les compétences techniques du Centre sont mises à la disposition des missions sous forme de modules de service prédéfinis, moyennant remboursement

des coûts, dans le cadre du programme de modularisation (A/66/724, par. 21 et 28; voir également par. 27 ci-après).

26. Le Secrétaire général indique également que le projet de budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724) tient compte d'un certain nombre de mesures destinées à mieux soutenir les activités du Service de la logistique, du Service des communications et de l'informatique et du Service d'appui de la Base, qui fournissent un soutien administratif, technique et opérationnel aux missions et au Centre de services mondial.

#### **Service des communications et de l'informatique**

27. Les services fournis par le Service des communications et de l'informatique sont décrits aux paragraphes 20 à 22 du rapport sur le budget pour 2012/13 (A/66/724). Le Comité consultatif note que : a) le pôle mondial de télécommunications fonctionnant depuis Brindisi et Valence continuera d'assurer des services d'appui aux partenaires et clients du Département de l'appui aux missions, notamment en hébergeant les progiciels de gestion du Secrétariat et en fournissant à celui-ci des services de reprise des opérations après sinistre; b) la meilleure configuration des services de télécommunications et d'informatique permettra aux deux sites de Brindisi et de Valence de fonctionner simultanément en tant que pôle unique, les services et les systèmes étant répartis équitablement entre les deux sites de façon à assurer l'utilisation optimale des ressources et à réduire au minimum les interruptions de services vitaux; c) le pôle télécommunications et informatique permettra de fournir des services de téléphonie, de transmission de données et de visioconférence aux missions avec une résilience et une redondance parfaites; d) le Service continuera de s'employer à centraliser au pôle les services mondiaux ayant trait aux technologies de l'information et des communications et à les rationaliser; e) le Service continuera à renforcer les capacités de l'équipe d'intervention avancée qui sera chargée de déployer rapidement dans les missions un appui technique sous forme de petites équipes d'experts qui pourront mettre en place une infrastructure en matière de télécommunications et d'informatique prédéfinie et facile à reproduire. À ce propos, le Secrétaire général indique que, parmi les services déjà disponibles pour les missions, on peut citer l'équipe d'intervention avancée en matière d'informatique et de communications et le service intégré d'appui opérationnel aux missions en matière d'achats et de passation de marchés (voir A/66/724, par. 21 et 28).

#### **Service de la logistique**

28. Le Secrétaire général indique que le Service de la logistique est actuellement dans la deuxième phase de la restructuration qui vise à regrouper et centraliser les processus et les fonctions des unités chargées du génie, de l'appui interne, de l'approvisionnement, de la logistique et des transports en trois composantes principales : une Section des services centraux d'entreposage et de distribution, une Section des services centraux d'entretien et de réparation et un Groupe de la gestion des programmes (voir A/66/724, par. 23 à 26).

#### **Service d'appui de la Base**

29. Le Secrétaire général rappelle que le Service d'appui de la Base, créé pour assurer le soutien logistique autonome des opérations de la BSLB, fait de plus en

plus office de fournisseur mondial de services en proposant aux missions un savoir-faire, un appui administratif et des conseils, tout en étudiant les moyens de regrouper ses compétences spécialisées sous forme de modules de services. Pour s'adapter à ce nouveau modèle d'activité, le Service d'appui s'est réorganisé au cours de l'exercice 2011/12 en mettant l'accent sur la prestation de services et le perfectionnement du personnel, de manière à répondre aux besoins des missions en matière d'appui administratif.

30. Le Secrétaire général indique en outre que le Service intégré d'appui opérationnel aux missions en matière d'achats et de passation de marchés qui vise à fournir une gamme de services prédéfinis aux missions politiques spéciales dont les moyens en matière d'achats et d'autres domaines sont limités, a été mis en œuvre avec succès dans le cadre d'un projet pilote au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale. Suite à sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que le projet pilote de service intégré d'appui opérationnel était encore en cours de réalisation et que l'efficacité de la gamme de services prédéfinis serait évaluée une fois le projet pilote achevé. Il s'agit là de services qui seront fournis aux missions politiques spéciales sur une base de remboursement des coûts ou moyennant le détachement de membres du personnel des missions au Centre de services mondial, afin qu'ils y exécutent des fonctions administratives concernant leurs missions spécifiques. Ces modules seraient adaptables pour répondre à l'évolution des demandes de service des missions, sans qu'il soit nécessaire d'accroître les effectifs du Centre. À l'origine, le service intégré d'appui était essentiellement destiné aux petites missions politiques spéciales dont l'élément appui est limité et qui ne sont pas en mesure d'exercer les pouvoirs délégués par le Siège et ont de ce fait besoin de la structure d'appui administratif du Centre pour remplir leur mandat. Il a été précisé au Comité consultatif que ce module offrait aux missions politiques spéciales la possibilité d'externaliser leurs fonctions administratives et en matière d'achats, ce qui, outre d'être économique, permettait de transférer les responsabilités et les risques au Centre de services global, lequel était pleinement en mesure de s'acquitter de ces tâches. En outre, la fourniture de services intégrés d'appui opérationnel aux missions en matière d'achats et de passation de marchés permettait au Centre de tirer parti de ses compétences techniques en matière d'appui aux missions et constituait une base aux fins de l'harmonisation et de la normalisation des processus de travail en matière de planification des achats, de passation des marchés et de gestion des contrats, ce qui facilitera la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et du progiciel de gestion intégré Umoja.

31. Le Secrétaire général propose également de créer un Centre de perfectionnement et de services de conférence au Service d'appui de la Base et d'élaborer un module de cours sur plusieurs années qui porteraient sur les compétences non techniques, les compétences fonctionnelles, la certification professionnelle et des ateliers de recyclage en gestion, y compris des formations dispensées sur place dans les missions ou en ligne (voir A/66/724, par. 29). Il a été indiqué au Comité consultatif, après qu'il ait demandé un complément d'information, que le Centre de perfectionnement et de services de conférence était chargé de la gestion opérationnelle et administrative de toutes les modalités de formation du Centre de services mondial, dont des cours, des séminaires et des ateliers externes, l'organisation, la sous-traitance et dans certains cas la tenue de

cours de formation à l'intention de son personnel et du personnel des missions dans divers domaines concernant l'administration et la logistique. Il a également été précisé au Comité que le Service intégré de formation était chargé d'assurer la formation préalable au déploiement du personnel civil et était un client du Centre de perfectionnement et de services de conférence, dont il utilisait les installations. Il a été dit au Comité consultatif que les fonctions ne faisaient pas double emploi, chaque entité ayant son propre mandat opérationnel.

### **Plan complet de conversion**

32. Le Comité consultatif note que le Centre de services mondial fournit une gamme toujours plus large de services aux missions. Alors que le Centre évolue et joue un rôle accru dans la fourniture de services aux missions, le Comité réaffirme la nécessité d'un plan d'ensemble assorti d'objectifs pour le Centre. Dans son rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, il a prié le Secrétaire général de présenter un tel plan et de lui fournir des éclaircissements sur la répartition des rôles entre le Siège et le Centre de services mondial, le Centre de services régional et les missions. Il a également prié le Secrétaire général de l'informer des critères fixés pour déterminer le site le mieux adapté pour remplir des fonctions et fournir des services, ainsi que des gains de productivité que le transfert des fonctions devrait permettre de réaliser dans la prestation de services (voir A/66/718, sect. IV).

33. Le Comité consultatif a souligné la nécessité d'évaluer les enseignements tirés du fonctionnement des anciennes unités hébergées et du transfert des fonctions initiales au Centre dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, dans ses rapports précédents sur la BSLB et sur les questions concernant l'ensemble des opérations (A/64/660/Add.12, A/65/743/Add.12 et A/65/743). Il constate que, depuis quelque temps, la BSLB dispense des services qui ne relèvent pas strictement de la logistique, comme par exemple les télécommunications, la formation, l'appui aérien et la sécurité, les références et les vérifications ainsi que le traitement de l'indemnité pour frais d'études. Il devrait donc être possible de réaliser une analyse complète des dépenses et des frais afférents à la fourniture de services à partir du Centre et de les comparer aux avantages potentiels, y compris en matière d'économies et de productivité, et aux autres avantages qualitatifs. Ainsi, dans son rapport sur le projet de budget de la BSLB pour l'exercice 2009/10, le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'entreprendre un examen approfondi du projet pilote de vérification des références, comprenant notamment une analyse coûts-avantages (voir A/63/746/Add.17, par. 14). Le développement futur du Centre devrait tenir compte du résultat d'une telle analyse. **Le Comité consultatif déplore que le Secrétaire général n'ait pas encore donné suite à ses demandes antérieures. Il le prie instamment de réaliser l'analyse demandée et de consigner ses conclusions dans son prochain rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions.**

### **Service d'appui aux missions**

34. Le Comité consultatif note que le projet de budget de la BSLB pour l'exercice 2012/13 contient de nombreuses références au rôle accru du Centre de services mondial en matière de fourniture d'appui et de compétences techniques aux missions; il constate également que le personnel recruté sur le plan national est majoritaire dans les effectifs de la BSLB. Il a demandé des éclaircissements sur le

rôle que joue le personnel recruté sur le plan national dans la fourniture d'un appui ou de compétences techniques aux missions et a cherché à savoir si la fourniture de ces services impliquait davantage de voyages dans les missions et à obtenir des précisions sur la nature des dispositions en matière de voyage applicables au personnel recruté sur le plan national. Il lui a été dit que le personnel recruté sur le plan national, qui représente actuellement plus de 71 % des effectifs du Centre de services mondial, joue un rôle critique dans la fourniture de services et de compétences techniques aux missions, dans le cadre de leur déploiement dans une équipe d'appui aux missions ou dans celui d'un appui administratif. Le niveau plus élevé d'appui se traduisait donc par l'augmentation des voyages du personnel recruté sur le plan national, particulièrement lorsque des compétences techniques étaient nécessaires sur place. Dans ce cas, la mission d'accueil assumait tous les frais de voyage ainsi que les coûts du remplacement du personnel détaché dans des équipes d'appui aux missions déployées. Toutefois, les voyages liés au contrôle et à la surveillance, activités où le pourcentage de personnel recruté sur le plan national est élevé, étaient centralisés au Centre de services mondial, de manière à ce que ce dernier puisse répondre aux besoins d'appui avec suffisamment de souplesse. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'établir un rapport détaillé sur le rôle du personnel recruté sur le plan national dans la fourniture de compétences techniques aux missions dans le contexte du plan d'ensemble (voir A/66/718, sect. IV).**

#### **Cadres de budgétisation axée sur les résultats**

35. Le Comité consultatif note que les cadres logiques pour la BSLB sont présentés au titre d'une unique réalisation escomptée (efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix) et groupés en quatre secteurs fonctionnels : Service d'appui de la Base; Service de la logistique; Service des communications et de l'informatique; et Section de la gestion des ressources humaines des missions. Il note également que les produits présentés au titre de chaque secteur fonctionnel semblent ne couvrir qu'une partie des activités envisagées. Ainsi, le rapport sur le budget de l'exercice 2012/13 contient de nombreuses références à l'appui administratif, technique et opérationnel fourni aux missions par le Service d'appui de la Base, dont des services techniques et d'orientation et la mise au point de modules de service (A/66/724, par. 15 et 27 à 29). Toutefois, dans la liste des produits du Service d'appui de la Base, il n'est pas fait état des services fournis aux missions. De même, les activités des diverses sections du Service de la logistique (dont la Section de la gestion des biens, le Centre de gestion du Système d'information géographique, la Section des services d'entreposage et de distribution et le Centre des opérations aériennes) font l'objet d'une liste unique de produits.

36. **Le Comité consultatif estime que les cadres de budgétisation axée sur les résultats de la BSLB demeurent faibles et ne reflètent qu'en partie la gamme d'appuis fournis aux missions et à d'autres entités. Selon lui, il conviendrait de réexaminer le niveau d'agrégation des objectifs et des résultats escomptés exposés dans le projet de budget. En outre, compte tenu de la conversion de la Base et du transfert de nouvelles fonctions, il conviendrait d'énoncer plus précisément les responsabilités de chaque section en matière de fourniture de services. Il recommande que le Secrétaire général soit prié d'affiner les cadres logiques pour exposer plus précisément les réalisations escomptées, les indicateurs de résultats et les produits des fonctions qui ont été transférées au**

Centre ou qu'il est envisagé d'y transférer, en spécifiant les objectifs visés, les données de base et les objectifs de référence (voir par. 32 ci-dessus).

## B. Ressources nécessaires

37. Le montant brut du projet de budget de la BSLB pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2013 s'élève à 70 461 600 dollars (montant net : 64 407 200 dollars), soit une augmentation de 1 949 100 dollars en chiffres bruts (2,8 %) par rapport au crédit ouvert en 2011/12, soit 68 512 500 dollars. Ce budget couvre le déploiement de 87 fonctionnaires recrutés sur le plan international, de 296 agents recrutés sur le plan national et 16 emplois de temporaire financés au titre du personnel temporaire autre que pour les réunions.

38. L'écart reflète une augmentation nette due à 49 postes et emplois supplémentaires (34 postes et 16 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en raison du transfert proposé des fonctions logistique et ressources humaines du Siège au Centre de services mondial et de la suppression d'un poste de Conseiller en communication en matière policière (P-4) à la Force de police permanente (unité hébergée). Cette augmentation est compensée en partie par la réduction des dépenses au titre des activités de construction et des travaux d'aménagement et de rénovation, du fait de l'achèvement des projets pendant l'exercice 2011/12, y compris la mise en service du site de Valence et l'achat et le remplacement de matériel informatique.

### 1. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2011/12<sup>a</sup></i>	<i>Effectif proposé pour 2012/13<sup>a</sup></i>	<i>Écart</i>
Personnel recruté sur le plan international	71	87	16
Personnel recruté sur le plan local <sup>b</sup>	265	296	31
Emplois de temporaire <sup>c</sup>	13	16	3

<sup>a</sup> Correspond au niveau le plus élevé de l'effectif autorisé/proposé.

<sup>b</sup> Y compris les administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

<sup>c</sup> Financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

39. Le montant estimatif des ressources nécessaires au titre du personnel civil pour l'exercice 2012/13 s'élève à 43 818 700 dollars, soit une augmentation de 3 340 900 dollars (8,3 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2011/12, soit 40 477 800 dollars. L'augmentation est ventilée comme suit : a) une augmentation de 1 243 100 dollars (6,7 %) au titre du personnel recruté sur le plan international, essentiellement imputable au transfert proposé des fonctions logistique et ressources humaines du Siège au Centre de services mondial pendant l'exercice 2012/13, soit une augmentation nette de 15 postes; b) une augmentation de 1 980 900 dollars (9,5 %) au titre du personnel recruté sur le plan national, essentiellement imputable aux traitements et dépenses connexes afférentes aux 31 postes supplémentaires qu'il est envisagé de créer; c) une hausse de 116 900 dollars, résultant essentiellement des 12 postes d'administrateur recruté sur le plan international et des 4 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) recrutés sur le plan national qu'il est envisagé de créer, contre 13 emplois de temporaire (autres que pour les réunions)

recrutés sur le plan national dans le budget de l'exercice 2011/12. L'augmentation des dépenses au titre du personnel civil est compensée en partie par une diminution des ressources demandées d'un montant de 293 400 dollars, soit 3,5 %, au poste installations et infrastructure, de 711 300 dollars (9,5 %) au poste transmissions et de 537 000 dollars (6,9 %) au poste informatique.

40. Le projet de budget pour l'exercice 2012/13 prévoit un taux de vacance plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international, soit 18 % contre 12 % dans l'actuel budget. Un taux moindre de 5 % a été appliqué au personnel recruté sur le plan national, contre 6 % pour l'exercice 2011/12. Le Comité consultatif a été avisé que les taux de vacance avaient été établis sur la base des derniers taux d'occupation effective (voir A/66/724, par. 85).

41. Le Comité consultatif rappelle que dans son rapport pour les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice s'achevant le 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol. II)], le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que, en coordination avec la Division du budget et des finances et le Bureau du Contrôleur au Siège, les missions emploient un taux de vacance plus réaliste lorsqu'elles établissent les projets de budget, en se fondant sur des taux de vacance historiques effectifs. Le Comité consultatif note que durant l'exercice 2010/11, le taux effectif moyen de vacance du personnel recruté sur le plan international est passé à 19,5 % (voir A/66/603) et que l'actuel taux de vacance est de 20,3 %, alors qu'un taux de 12 % a été utilisé pour l'établissement du budget (voir par. 11 ci-dessus). S'étant enquis des causes de la persistance de taux de vacance élevés à la Base, le Comité a été informé que la variation entre les taux budgétisés et les taux effectifs étaient essentiellement imputable au retard dans le déploiement de la Force de police permanente et aux problèmes de recrutement à ces postes, en conséquence de la demande élevée de compétences dans ce domaine. Il lui a en outre été dit que six postes de personnel recruté sur le plan international (sur un total de 39) étaient vacants depuis plus d'un an à la Force de police permanente. **Le Comité consultatif demeure préoccupé par l'incidence que ces taux de vacance élevés ont sur l'exercice du mandat de la Force de police permanente et recommande que le Secrétaire général aborde cette question en priorité. Il réaffirme sa position, à savoir qu'il conviendrait d'examiner les demandes de postes vacants depuis deux ans ou plus et de proposer de les conserver ou de les abolir.**

42. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des renseignements sur la répartition géographique des 99 fonctionnaires recrutés sur le plan international au 20 mars 2012, laquelle montre que 52 pays étaient représentés à la Base.

#### **Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire**

43. Le Secrétaire général propose une augmentation nette de 49 postes et emplois de temporaire à la BSLB, qui s'explique par l'ajout de 34 postes et de 16 emplois, et par la suppression d'un poste à la Force de police permanente. Il est également proposé de transformer 13 emplois de temporaire en postes.

44. Le Secrétaire général propose en outre de transférer plusieurs postes et emplois dans le cadre de la centralisation et de la rationalisation des moyens et fonctions d'appui de la Base. On trouvera à l'annexe II du présent rapport un récapitulatif détaillé des changements qu'il est proposé d'apporter au tableau

d'effectifs. L'annexe III présente un récapitulatif des postes que le Siège céderait au Centre de services mondial. Sauf indication contraire, le Comité recommande l'approbation des transferts internes auxquels il est proposé de procéder à la Base. Compte tenu de sa recommandation figurant au paragraphe 23, il ne fera pas d'autres observations en ce qui concerne le transfert de fonctions entre la Division du personnel des missions et le Centre de services mondial.

#### **Bureau du Directeur de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi**

45. Il est proposé de créer trois postes au Bureau du Directeur : 1 poste de Directeur adjoint (D-1), 1 poste de fonctionnaire d'administration (P-4) et 1 poste d'assistant administratif (services généraux) et de supprimer trois postes équivalents (1 D-1, 1 P-4 et 1 d'agent des services généraux) au Service du soutien aux opérations de la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions (DAM) au Siège (voir A/66/721, par. 251 et 252). Du fait du caractère progressif de la transformation de la BSLB en Centre de services mondial, les responsabilités confiées au Bureau du Directeur s'élargissent afin de permettre à celui-ci de planifier et de coordonner plus efficacement les activités menées par le Centre à l'appui des opérations de maintien de la paix (voir A/66/724, par. 39). Le Directeur adjoint (D-1) superviserait et dirigerait les activités de mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions et de transformation de la BSLB en Centre de services mondial, et serait chargé de superviser la mise en œuvre, au Centre, de projets spécialisés portant notamment sur les normes IPSAS et Umoja (voir A/66/724, par. 40). À cet égard, le Comité a été informé que le Centre de services mondial jouerait un rôle clef à l'appui de la mise en œuvre dans les missions des initiatives menées à l'échelle de l'Organisation. Le fonctionnaire d'administration (P-4) ferait en sorte que les programmes soient exécutés et les services fournis efficacement conformément aux politiques et directives applicables. L'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) fournirait un appui administratif au Directeur, au Directeur adjoint et au fonctionnaire d'administration (voir A/66/724, par. 41). **Le Comité consultatif est conscient du fait qu'il faut renforcer la planification et la coordination des activités du Centre de services mondial et recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général.**

46. Il est proposé de transformer sept emplois de temporaire occupés par des assistants à la sécurité (agents des services généraux recrutés sur le plan national) en postes (voir A/66/724, par. 42) compte tenu du caractère permanent des services assurés par les agents de la sécurité et du caractère obligatoire des fonctions exercées. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection aux propositions du Secrétaire général.**

#### **Service d'appui de la Base**

47. On trouvera un récapitulatif des changements proposés au tableau d'effectifs du Service d'appui de la Base dans le tableau qui suit le paragraphe 44 du rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Comme indiqué au paragraphe 27 du rapport, le Service d'appui, dont le rôle était à l'origine de fournir des services à la Base, propose de plus en plus ses services à l'échelon mondial et adapte sa structure de façon à mettre l'accent sur la prestation de services et le perfectionnement du personnel (voir A/66/724, par. 45 à 50). Il est notamment



proposé de transformer l'actuel Centre de formation en Centre de perfectionnement et de services de conférence, de le faire relever non plus de la Section des ressources humaines, mais du Service d'appui, et de le doter de sept postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (voir par. 31). Il est également proposé de renforcer la Section des finances en la dotant d'un poste d'assistant (finances), un poste équivalent étant supprimé à la Section des approvisionnements du Service de la logistique. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection aux transferts auxquels il est proposé de procéder à la Section des services auxiliaires internes, à la Section des finances et au Centre de perfectionnement et de services de conférence.**

48. Il est proposé de transférer à la nouvelle Section de la gestion des ressources humaines des missions à Valence 13 postes (1 P-4, 2 P-3 et 10 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national), dont 6 emplois de temporaire (agent des services généraux recruté sur le plan national) du Groupe de la vérification des références, qui relèvent actuellement de la Section des ressources humaines à Brindisi et qu'il est proposé de transformer en postes (voir A/66/724, par. 48 et 49). **Compte tenu de la recommandation qu'il a faite au paragraphe 22, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la transformation en postes de six emplois de temporaire au Groupe de la vérification des références.**

#### **Service de la logistique**

49. On trouvera un récapitulatif des changements proposés au tableau d'effectifs du Service de la logistique dans le tableau qui suit le paragraphe 51 dans le rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Au paragraphe 52 du rapport, il est indiqué que dans le cadre de la deuxième phase de la restructuration du Service de la logistique (voir aussi par. 28 ci-dessus) et du fait de la consolidation et de la centralisation des activités d'entreposage et des fonctions d'entretien et de réparation, la Section des approvisionnements et la Section des transports seraient supprimées et les postes qui y sont rattachés seraient cédés à deux nouvelles sections, la Section des services centraux d'entreposage et de distribution et la Section des services centraux d'entretien et de réparation. De plus, il est proposé de créer trois groupes au Bureau du Chef du Service de la logistique – le Groupe de la gestion des programmes, le Groupe du service à la clientèle et le Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide – afin de renforcer la supervision et la direction des projets spéciaux relatifs à la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection aux transferts auxquels il est proposé de procéder.**

50. Comme indiqué au paragraphe 53 du rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13, il est proposé de créer 20 postes au Service de la logistique de la Base, parallèlement à la suppression de postes équivalents à la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions au Siège. Le Comité a formulé des recommandations sur le tableau d'effectifs de la Division du soutien logistique dans son rapport sur le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2012/13 (A/66/779). Il constate que les postes en question ont trait à des fonctions de gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide et de gestion du matériel et des stocks que la Division du soutien logistique cesserait d'exercer au profit de la BSLB (voir par. 19 ci-dessus).

51. Le Comité consultatif prend note du fait que les propositions du Secrétaire général portent sur le transfert d'unités administratives tout entières, telles que le Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide, et sur la cession de postes par certaines unités administratives. Le Comité a souhaité savoir pourquoi dans certains cas il n'était question que de transférer tels ou tels postes et non des unités tout entières et il a été informé que les fonctions exigeant une liaison avec les États Membres et des échanges avec des organes de contrôle interne et externe et d'autres divisions du Secrétariat devaient rester au Siège et qu'il n'était donc pas proposé de les transférer. Par exemple, dans le cas du Groupe de l'appui aux missions (Section du transport de surface du Service du transport stratégique), il est proposé de ne céder qu'un des quatre postes, les autres servant à exercer des fonctions de contrôle et de planification stratégique, notamment la coordination des activités d'appui aux transports et de planification des moyens de toutes les missions et le contrôle des fonds alloués aux missions aux fins du transport de surface. **Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général soit prié de mieux justifier toute nouvelle proposition de transfert de fonctions au Centre de services mondial et d'expliquer l'incidence qu'elle aurait sur la structure et les autres fonctions des unités du Siège touchées par les transferts.**

52. Il est proposé que la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions au Siège cède les fonctions et unités ci-après au Service de la logistique du Centre de services mondial :

a) Le Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide serait rattaché au Bureau du Chef du Service de la logistique et quatre postes y seraient créés : 1 poste de chef de groupe (P-4), 1 poste de logisticien (P-3) et 2 postes d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national). Quatre postes équivalents [1 P-4, 1 P-3, 1 d'agent des services généraux (Autres classes) et 1 d'agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)] seraient supprimés au Service du soutien aux opérations de la Division du soutien logistique (voir A/66/721, par. 255 à 257, et A/66/724, par. 54). Le Groupe conserverait ses fonctions et attributions en matière de gestion globale des stocks stratégiques pour déploiement rapide, notamment pour ce qui y est de la planification et du contrôle des stocks et de l'élaboration de politiques et procédures. Il serait en outre responsable de la conception de modules de services mondiaux et de la reconstitution et de la rotation des stocks stratégiques, en collaboration avec les fonctionnaires chargés de la gestion du matériel au Centre de services mondial. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les activités du Groupe étaient axées sur les missions et que le transfert faciliterait les échanges quotidiens et le déploiement des stocks dont les missions avaient besoin. La Division du soutien logistique au Siège continuerait à assurer la liaison avec la Division des achats du Département de la gestion en ce qui concerne les contrats-cadres. Ces fonctions étaient assumées par le Service des transports et des mouvements et le Service du soutien spécialisé de la Division du soutien logistique et il n'était pas prévu de les transférer au Centre de services mondial. **Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général concernant le Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide;**

b) Il est proposé de créer un Groupe du service à la clientèle au Bureau du Chef du Service de la logistique et de le doter de trois postes qui seraient cédés définitivement par le Service du soutien spécialisé de la Division du soutien logistique : 1 poste de logisticien (P-4) et 2 postes d'assistant au soutien logistique

(agent des services généraux recruté sur le plan national) (voir A/66/272, par. 259 à 261, et A/66/724, par. 54). **Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général concernant le Groupe du service à la clientèle;**

c) Il est proposé de créer une Section de la gestion des biens dans le Service de la logistique et de la doter des sept postes suivants qui seraient cédés par la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions au Siège : 1 ingénieur (P-4), 1 spécialiste de l'approvisionnement (P-3), 1 fonctionnaire chargé des transports (P-3), 1 spécialiste de la gestion et de la liquidation du matériel (P-3), 1 assistant chargé des transports (agent des services généraux recruté sur le plan national), 1 assistant à l'approvisionnement (agent des services généraux recruté sur le plan national) et 1 assistant à la gestion et à la liquidation du matériel (agent des services généraux recruté sur le plan national). Parallèlement, il est proposé de supprimer sept postes au Service du soutien aux opérations [1 P-3 et 1 d'agent des services généraux (Autres classes)], au Service du soutien spécialisé (1 P-4 et 1 P-3) et au Service des transports et des mouvements [1 P-3 et 2 d'agent des services généraux (Autres classes)] de la Division du soutien logistique au Siège (voir A/66/721, par. 253 à 267). La Section de la gestion des biens serait chargée de veiller à ce que les stocks mondiaux soient gérés et utilisés efficacement, de tenir un inventaire des stocks à l'échelon mondial, de conseiller les missions quant à la manière d'utiliser les stocks, d'encourager les missions à transférer les biens à bon escient, de formuler des conseils sur l'application des politiques, de publier des directives, d'élaborer des documents d'orientation et d'organiser des cours selon les besoins (voir A/66/724, par. 57 et 58). **Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général concernant la Section de la gestion des biens;**

d) Il est proposé que le Service du soutien spécialisé de la Division du soutien logistique cède un poste de spécialiste de l'approvisionnement (P-3) à la nouvelle Section des services centraux d'entretien et de réparation (voir A/66/721, par. 259 à 261, et A/66/724, par. 60 et 61). **Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général (voir par. 19 ci-dessus);**

e) Il est proposé que la Section du génie de la Division du soutien logistique cède cinq postes au Centre des normes et études techniques : 3 postes d'ingénieur (P-3) et 2 postes d'assistant Génie (agents des services généraux recruté sur le plan national) (voir A/66/721, par. 262 à 264). Le Centre des normes et études techniques est chargé de renforcer l'appui fourni aux missions dans les domaines suivants : conseils spécialisés sur la planification à long terme du développement et les stratégies en la matière; établissement de contrats-cadres; gestion de projets complexes et de projets ponctuels; examen et approbation de la conception et de la construction des principales structures et installations, ainsi que de la mise en place de systèmes et de la conduite des activités de génie sur le terrain; mise au point de conseils en matière de génie pour toutes les nouvelles missions, et liaison avec les autres services concernés par les questions relatives au génie au Département de l'appui aux missions et dans d'autres entités du système des Nations Unies; et exercice des principales fonctions de certification pour tous les centres de coûts concernés (voir A/66/724, par. 63 et 64). **Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général concernant le Centre des normes et études techniques (voir par. 21 ci-dessus).**

**Service des communications et de l'informatique**

53. On trouvera un récapitulatif des changements proposés au tableau d'effectifs du Service des communications et de l'informatique dans le tableau qui suit le paragraphe 65 du rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Il est proposé que la Section des services auxiliaires internes cède un poste de coordonnateur de l'appui en matière d'informatique et de communications (agent du Service mobile) au Bureau du Chef du Service des communications et de l'informatique (voir A/66/724, par. 66) et que la Section de l'appui aux réseaux à Brindisi cède un poste de technicien des télécommunications à la section du même nom à Valence (voir A/66/724, par. 67). **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection aux transferts auxquels il est proposé de procéder.**

**Section de la gestion des ressources humaines des missions**

54. On trouvera un récapitulatif des changements proposés au tableau d'effectifs de la nouvelle Section de la gestion des ressources humaines des missions dans le tableau qui suit le paragraphe 68 du rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Le Secrétaire général propose de transférer les fonctions de gestion des ressources humaines actuellement assurées par la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions au Siège à une Section de la gestion des ressources humaines des missions qui serait créée à Valence et qui serait composée du Groupe de la gestion des listes d'aptitude, du Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, du Groupe de la vérification des références, du Groupe du renforcement des capacités et du Groupe du traitement des indemnités pour frais d'études. **Comme indiqué aux paragraphes 22 et 23, le Comité consultatif recommande de n'approuver ni la création d'une Section de la gestion des ressources humaines des missions à Valence, ni le transfert d'autres fonctions de la Division du personnel des missions du Siège au Centre de services mondial. Il recommande de ne pas approuver la création de 11 postes (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 8 postes d'agent des services généraux) et de 16 emplois de temporaire (12 P-3 et 4 d'agent des services généraux) à Valence. Il recommande également de ne pas approuver le transfert à Valence du Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, du Groupe de la vérification des références, du Groupe du renforcement des capacités et du Groupe du traitement des indemnités pour frais d'études, qui se trouvent actuellement à Brindisi, soit 13 postes (1 P-4, 2 P-3, 10 d'agent des services généraux recruté sur le plan national).**

**Unités hébergées**

55. Il est proposé de supprimer un poste de conseiller en communication en matière policière (P-4) à la Force de police permanente, sur la base d'un examen par la Division de la police des besoins en personnel de cette unité hébergée (voir A/66/724, par. 81). **Le Comité consultatif recommande l'approbation de la proposition du Secrétaire général concernant la Force de police permanente.**

## 2. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué 2011/12</i>	<i>Montant proposé 2012/13</i>	<i>Variation</i>
28 034 700	26 642 900	(1 391 800)

56. Les prévisions relatives aux dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 s'élèvent à 26 642 900 dollars, soit une diminution de 1 391 800 dollars (5 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice en cours. La diminution tient principalement à une baisse des besoins liés aux communications (711 000 dollars), à l'informatique (537 000 dollars) et aux installations et infrastructures (293 400 dollars), situation qui s'explique comme suit : a) les achats de matériel de communications ont été remis à plus tard et la durée de vie économique du matériel existant a été allongée; b) les achats de moyens informatiques ont été remis à plus tard et la durée de vie économique des moyens existants a été allongée; c) les projets de construction et de remise en état ont été menés à bien à Valence et à Brindisi pendant l'exercice 2011/12 (voir A/66/724, par. 93). **Le Comité consultatif recommande de modifier le montant prévu pour les dépenses opérationnelles afin de tenir compte de la recommandation qu'il a faite au paragraphe 54.**

## V. Questions diverses

### Gains d'efficacité

57. On trouve des informations sur les gains d'efficacité qui ont été pris en compte dans les prévisions de dépenses pour 2012/13 dans le tableau qui suit le paragraphe 83 du rapport sur le budget pour l'exercice 2012/13 (A/66/724). Le Comité consultatif constate que la majeure partie des gains, plus de 85 %, s'explique par le report des achats de matériel informatique et de communications. Il a demandé pendant combien de temps les achats pouvaient être reportés et si des mesures avaient été prises afin de trouver des domaines dans lesquels il était possible d'obtenir des gains d'efficacité de façon plus durable et récurrente. Il a été informé que les articles dont le renouvellement avait été reporté seraient remplacés lors du prochain exercice s'ils n'étaient plus pris en charge par leurs fabricants. On s'était intéressé aux besoins du Centre de services mondial en ce qui concernait les travaux de construction, de transformation et d'amélioration, l'achat de matériel lié aux installations et infrastructures, l'achat de véhicules et celui de matériel informatique et de communications lorsque l'on avait tenté de trouver les domaines dans lesquels il était possible d'obtenir des gains d'efficacité. Par ailleurs, les besoins du Centre avaient été soigneusement évalués sur la base de l'état des installations, des nouveaux besoins opérationnels et des moyens dont il disposait. On avait également examiné les besoins standard des missions afin de s'assurer que les moyens disponibles étaient utilisés au mieux et de parvenir à un meilleur équilibre entre les biens qu'il convenait de conserver et ceux dont il valait mieux se défaire. Concernant la question d'inscrire les gains d'efficacité dans la durée, le Comité a été informé que le Service des communications et de l'informatique avait proposé pour 2012/13 des gains durables d'un montant de 150 900 dollars liés à la

production d'énergie au moyen de panneaux photovoltaïques installés à la Base d'appui des Nations Unies à Valence (90 000 dollars) et au partage virtuel des postes de travail (60 900 dollars). **Le Comité consultatif souhaite que l'on continue à chercher des domaines dans lesquels on peut obtenir des gains d'efficacité plus importants et que l'on chiffre l'incidence financière de ceux-ci.**

#### **Règlement des demandes d'indemnisation**

58. Au paragraphe 29 du rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/603), le Comité consultatif note que le dépassement des crédits (2 381 500 dollars) à la rubrique Fournitures, services et matériel divers s'explique principalement par les pertes de change et la comptabilisation des sommes négociées au titre du règlement des demandes d'indemnisation de six anciens vacataires. D'après les renseignements complémentaires qui lui ont été communiqués, il constate que l'écart dû au titre du règlement des demandes d'indemnisation s'est chiffré à 553 000 dollars. Il a été informé que la BSLB avait tiré les enseignements de l'expérience et éviterait que des situations analogues se reproduisent.

#### **Mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes**

59. Le Comité consultatif constate que dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol. II)], le Comité des commissaires aux comptes a formulé un certain nombre de recommandations relatives aux biens non durables et à la gestion des achats et des marchés à la BSLB, notamment la nécessité : a) de disposer d'un mécanisme afin de vérifier les stocks avant d'acheter du nouveau matériel et de veiller ainsi à ce que le matériel en stock soit pleinement utilisé et à ce que l'on alloue les fonds au mieux; b) de respecter strictement la directive donnée par le DAM de considérer les stocks stratégiques pour déploiement rapide comme la première source d'approvisionnement en matériel; c) de fixer des niveaux minimum et maximum des stocks, un niveau de sécurité, un seuil à partir duquel il fallait passer commande de nouveaux articles et des alertes concernant les biens non durables dans Galileo, comme demandé par le DAM; d) de procéder à une vérification physique complète des biens non durables de façon à garantir l'exactitude des inventaires et de faciliter le passage au nouveau système de codification. **Le Comité consultatif espère qu'une suite sera donnée sans tarder à ces recommandations. Il souligne qu'en tant que responsable de la gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide et des biens et du matériel au niveau mondial, la BSLB devrait donner l'exemple à cet égard.**

## VI. Conclusions

60. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la BSLB pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 sont énoncées au paragraphe 97 du rapport du Secrétaire général sur le budget de cet exercice. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :**

a) **Approuve un budget d'un montant de 68 626 900 dollars aux fins du fonctionnement de la Base pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013;**

b) **Répartisse le montant indiqué à l'alinéa a) entre les budgets des différentes opérations de maintien de la paix en activité en vue d'assurer le financement de la Base pendant l'exercice visé.**

### Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/603)
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/724)
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2011 [A/66/5 (Vol. II)]
- Résolution 65/291 de l'Assemblée générale sur le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi
- Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1)
- Rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 (A/66/721)

## Annexe I

## Montant effectif et montant estimatif des dépenses de l'exercice 2011/12 (estimations au 31 mars 2012)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>1<sup>er</sup> juillet 2011-31 mars 2012</i>			<i>1<sup>er</sup> avril-30 juin 2012 : montant estimatif des dépenses</i>				<i>Explication des écarts</i>
	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Dépenses effectives + montant estimatif des dépenses</i>	<i>Solde inutilisé prévu</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) - (5)	(7) = (6)/(1)	
<b>Personnel civil</b>								
Personnel recruté sur le plan international	18 667,3	13 672,1	4 995,2	5 077,2	18 749,3	(82,0)	(0,4)	
Personnel recruté sur le plan national	20 834,5	14 564,2	6 270,3	6 300,0	20 864,2	(29,7)	(0,1)	
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—	—	—	—	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	976,0	663,8	312,2	268,6	932,4	43,6	4,5	
<b>Total partiel</b>	<b>40 477,8</b>	<b>28 900,1</b>	<b>11 577,7</b>	<b>11 645,8</b>	<b>40 545,9</b>	<b>(68,1)</b>	<b>(0,2)</b>	
<b>Dépenses opérationnelles</b>								
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	
Consultants	672,1	254,9	417,2	409,3	664,2	7,9	1,2	
Voyages	1 242,6	676,3	566,3	557,5	1 233,8	8,8	0,7	
Installations et infrastructures	8 457,5	6 422,6	2 034,9	1 994,2	8 416,8	40,7	0,5	
Transports terrestres	609,0	459,4	149,6	143,3	602,7	6,3	1,0	
Transports aériens	—	—	—	—	—	—	—	
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—	—	—	—	
Communications	7 508,2	6 367,3	1 140,9	1 186,9	7 554,2	(46,0)	(0,6)	
Informatique	7 833,4	4 261,0	3 572,4	3 555,3	7 816,3	17,1	0,2	
Santé	340,1	183,6	156,5	102,2	285,8	54,3	16,0	L'écart s'explique principalement par une réduction du nombre d'articles à faible rotation détenus dans les



	<i>1<sup>er</sup> juillet 2011-31 mars 2012</i>			<i>1<sup>er</sup> avril-30 juin 2012 : montant estimatif des dépenses</i>				<i>Explication des écarts</i>
	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Dépenses effectives + montant estimatif des dépenses</i>	<i>Solde inutilisé prévu</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (1) – (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) – (5)	(7) = (6)/(1)	
								stocks stratégiques pour déploiement rapide, ce qui a entraîné une réduction de l'espace occupé par les stocks de fournitures médicales dans les entrepôts du fournisseur
Matériel spécial	–	–	–	–	–	–	–	
Fournitures, services et matériel divers	1 371,8	931,4	440,4	418,8	1 350,2	21,6	1,6	
Projets à effet rapide	–	–	–	–	–	–	–	
<b>Total partiel</b>	<b>28 034,7</b>	<b>19 556,5</b>	<b>8 478,2</b>	<b>8 367,5</b>	<b>27 924,0</b>	<b>110,7</b>	<b>0,4</b>	
<b>Montant brut</b>	<b>68 512,5</b>	<b>48 456,6</b>	<b>20 055,9</b>	<b>20 013,3</b>	<b>68 469,9</b>	<b>42,6</b>	<b>0,1</b>	
Recettes provenant des contributions du personnel	6 249,9	4 003,8	2 246,1	2 824,6	6 828,4	(578,5)	(9,3)	
<b>Montant net</b>	<b>62 262,6</b>	<b>44 452,8</b>	<b>17 809,8</b>	<b>17 188,8</b>	<b>61 641,6</b>	<b>621,0</b>	<b>1,0</b>	
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–	–	–	–	
<b>Total</b>	<b>68 512,5</b>	<b>48 456,6</b>	<b>20 055,9</b>	<b>20 013,3</b>	<b>68 469,9</b>	<b>42,6</b>	<b>0,1</b>	

## Annexe II

**Récapitulatif des principaux changements apportés au tableau  
d'effectifs de la Base de soutien logistique des Nations Unies  
pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013**

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements</i>	<i>Classe</i>	<i>Nouveaux postes ou emplois à la Base</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
<b>Bureau du Directeur</b>					
Équipe de collaborateurs directs du Bureau du Directeur			+1	D-1	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
			+1	P-4	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
			+1	GN	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
Bureau de la sécurité	+7	GN			Transformation d'emplois de temporaire en postes
	-7	GN (emplois de temporaire)			Transformation d'emplois de temporaire en postes
Conseil central de contrôle pour le personnel des missions	-1	P-4			Poste transféré à la Section de la gestion des ressources humaines à Valence
	-2	P-3			Postes transférés à la Section de la gestion des ressources humaines à Valence
	-4	GN			Postes transférés à la Section de la gestion des ressources humaines à Valence
<b>Total partiel</b>	<b>-7</b>		<b>+3</b>		
<b>Service d'appui de la Base</b>					
Section des services auxiliaires internes	-1	SM			Poste transféré au Bureau du Chef de la Section des communications et de l'informatique
	-1	GN			Poste transféré à la Section des services centraux d'entreposage et de distribution (Service de la logistique)
	-2	GN			Postes transférés au Centre de perfectionnement et de services de conférence (Service d'appui de la Base)
Section des finances	+1	GN			Poste provenant de la Section des approvisionnements
Section des ressources humaines	-3	GN			Postes transférés au Centre de perfectionnement et de services de conférence (Service d'appui de la Base)

Unité administrative	Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements		Nouveaux postes ou emplois à la Base		Description
		Classe		Classe	
Centre de perfectionnement et de services de conférence	-6	GN			Emplois de temporaire transformés en postes et transférés au Groupe de la vérification des références (Section de la gestion des ressources humaines, Valence)
	+2	GN			Transfert de postes de la Section des services auxiliaires internes (Service d'appui de la Base)
	+3	GN			Transfert de postes de la Section des ressources humaines (Service d'appui de la Base)
	+2	GN			Postes provenant de la Section des approvisionnements
<b>Total partiel</b>	<b>-5</b>				
<b>Service de la logistique</b>					
Bureau du Chef du Service de la logistique			+2	P-4	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
			+1	P-3	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
			+4	GN	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
Section des approvisionnements	+1	P-4			Transfert d'un poste de la Section des opérations logistiques (Service de la logistique)
	+2	GN			Transfert de postes de la Section des approvisionnements (Service de la logistique)
	+4	GN			Transfert de postes de la Section des transports (Service de la logistique)
	-1	P-4			Poste transféré à la Section des services centraux d'entreposage et de distribution (Service de la logistique)
	-1	P-3			Poste transféré à la Section des services centraux d'entreposage et de distribution (Service de la logistique)
	-1	GN			Poste transféré à la Section des finances (Service d'appui de la Base)
	-2	GN			Postes transférés au Centre de perfectionnement et de services de conférence (Service d'appui de la Base)
	-2	GN			Postes transférés au Bureau du Chef du Service de la logistique
	-19	GN			Postes transférés à la Section des services centraux d'entreposage et de distribution (Service de la logistique)

Unité administrative	Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements		Nouveaux postes ou emplois à la Base		Description
		Classe		Classe	
Section des transports	-3	GN			Postes transférés à la Section des services centraux d'entretien et de réparation (Service de la logistique)
	-1	P-4			Poste transféré à la Section des services centraux d'entretien et de réparation (Service de la logistique)
	-2	SM			Postes transférés à la Section des services centraux d'entretien et de réparation (Service de la logistique)
	-4	GN			Postes transférés au Bureau du Chef du Service de la logistique
	-21	GN			Postes transférés à la Section des services centraux d'entretien et de réparation (Service de la logistique)
Section des opérations logistiques	-8	GN			Postes transférés à la Section des services centraux d'entreposage et de distribution (Service de la logistique)
	-1	GN			Poste transféré à la Section des opérations logistiques (Service de la logistique)
	-1	P-4			Poste transféré au Bureau du Chef du Service de la logistique
Section de la gestion des biens	+1	GN			Transfert d'un poste de la Section des transports (Service de la logistique)
			+1	P-4	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
			+3	P-3	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
Section des services centraux d'entretien et de réparation			+3	GN	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
	+1	P-4			Transfert d'un poste de la Section des transports (Service de la logistique)
	+2	SM			Transfert de postes de la Section des transports (Service de la logistique)
	+3	GN			Transfert de postes de la Section des approvisionnements (Service de la logistique)
	+21	GN			Transfert de postes de la Section des transports (Service de la logistique)

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements</i>	<i>Classe</i>	<i>Nouveaux postes ou emplois à la Base</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Section des services centraux d'entreposage et de distribution	+1	P-4			Transfert d'un poste de la Section des approvisionnements (Service de la logistique)
	+1	P-3			Transfert d'un poste de la Section des approvisionnements (Service de la logistique)
	+1	GN			Transfert d'un poste de la Section des services auxiliaires internes
	+19	GN			Transfert de postes de la Section des approvisionnements (Service de la logistique)
	+8	GN			Transfert de postes de la Section des transports (Service de la logistique)
			+1	P-3	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du soutien logistique au Siège
Centre des normes et études techniques			+3	P-3	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
			+2	GN	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du soutien logistique au Siège
<b>Total partiel</b>	<b>-2</b>		<b>+20</b>		
<b>Service des communications et de l'informatique</b>					
Brindisi	-1	SM			Poste transféré à la Section de l'informatique et des communications à Valence
Valence	+1	SM			Transfert d'un poste de la Section des services auxiliaires internes
	+1	SM			Transfert d'un poste de la Section des communications et de l'informatique à Brindisi
<b>Total partiel</b>	<b>+1</b>				
<b>Section de la gestion des ressources humaines des missions (Valence)</b>					
Bureau du Chef de la Section de la gestion des ressources humaines des missions			+1	P-5	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du personnel des missions au Siège
			+1	GN	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du personnel des missions au Siège
Groupe de la gestion des listes d'aptitude			+5	GN	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du personnel des missions au Siège
			+12	P-3 (emplois de temporaire)	Création en remplacement d'emplois de temporaire devant être supprimés à la Division du personnel des missions au Siège

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements</i>	<i>Classe</i>	<i>Nouveaux postes ou emplois à la Base</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
			+4	GN (emplois de temporaire)	Création en remplacement d'emplois de temporaire devant être supprimés à la Division du personnel des missions au Siège
Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions	+1	P-4			Transfert d'un poste du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (Bureau du Directeur)
	+2	P-3			Transfert de postes du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (Bureau du Directeur)
	+2	GN			Transfert de postes du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (Bureau du Directeur)
Groupe de la vérification des références	+6	GN			Transfert d'emplois de temporaire de la Section de la gestion des ressources humaines et transformation en postes
Groupe de l'indemnité pour frais d'études	+2	GN			Transfert de postes du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (Bureau du Directeur)
Groupe du renforcement des capacités			+1	P-4	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du personnel des missions au Siège
			+1	P-3	Création en remplacement d'un poste devant être supprimé à la Division du personnel des missions au Siège
			+2	GN	Création en remplacement de postes devant être supprimés à la Division du personnel des missions au Siège
<b>Total partiel</b>	<b>+13</b>		<b>+27</b>		
<b>Unités hébergées</b>					
Force de police permanente	-1	P-4			Poste supprimé à la Force de police permanente
<b>Total partiel</b>	<b>-1</b>				
<b>Total</b>	<b>-1</b>		<b>+50</b>		
Personnel recruté sur le plan international	+15				
Personnel recruté sur le plan national	+31				

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois de la Base touchés par les changements</i>		<i>Nouveaux postes ou emplois à la Base</i>		<i>Description</i>
	<i>Classe</i>		<i>Classe</i>		
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)					
Emplois de temporaire pourvus sur le plan international		+12			
Emplois de temporaire pourvus sur le plan national		-9			

*Abréviations* : GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

## Annexe III

### Récapitulatif des postes qu'il est proposé de transférer du Siège au Centre de services mondial

#### Division du soutien logistique (Département de l'appui aux missions)

<i>Unité administrative</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Occupation des postes et emplois</i>	<i>Unité administrative au Centre de services mondial</i>
<b>Service d'appui</b>				
Service du soutien aux opérations	D-1	Chef du Service	Pourvu	Bureau du Directeur du Centre de services mondial
Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide	P-4	Chef du Groupe	Pourvu	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide
Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide	P-3	Logisticien	Pourvu à titre provisoire (vacant après mai 2012)	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide
Section des opérations logistiques	P-3	Logisticien	Pourvu	Section de la gestion des biens
Section des opérations logistiques	G	Assistant au soutien logistique	Vacant	Section de la gestion des biens
Section des opérations logistiques	G	Assistant administratif	Pourvu	Bureau du Directeur du Centre de services mondial
Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide	G	Assistant (budget et finances)	Pourvu	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide
Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide	G	Assistant d'équipe	Pourvu	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe des stocks stratégiques pour déploiement rapide
<b>Service du soutien spécialisé</b>				
Section du génie	P-4	Chef de groupe	Vacant à partir de juin 2012	Section de la gestion des biens



<i>Unité administrative</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Occupation des postes et emplois</i>	<i>Unité administrative au Centre de services mondial</i>
Section des approvisionnements	P-4	Chef de groupe	Vacant	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe du service à la clientèle
Section des approvisionnements	P-4	Chef de groupe	Pourvu	Bureau du Directeur du Centre de services mondial
Section du génie	P-3	Ingénieur civil	Pourvu	Centre des normes et études techniques
Section du génie	P-3	Ingénieur	Pourvu	Centre des normes et études techniques
Section du génie	P-3	Ingénieur civil	Pourvu	Centre des normes et études techniques
Section du génie	P-3	Ingénieur	Vacant	Section de la gestion des biens
Section des approvisionnements	P-3	Fonctionnaire des approvisionnements	Pourvu	Section des services centraux d'entreposage et de distribution
Section du génie	G	Assistant au soutien logistique	Pourvu	Centre des normes et études techniques
Section du génie	G	Secrétaire	Pourvu	Centre des normes et études techniques
Section des approvisionnements	G	Assistant administratif	Pourvu	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe du service à la clientèle
Section des approvisionnements	G	Assistant (stocks et fournitures)	Pourvu	Bureau du Chef du Service de la logistique/Groupe du service à la clientèle
<b>Service des transports et des mouvements</b>				
Section du transport de surface	P-3	Fonctionnaire chargé des transports	Pourvu	Section de la gestion des biens
Section du transport de surface	G	Assistant d'équipe	Pourvu	Section de la gestion des biens
Section du transport de surface	G	Assistant administratif	Pourvu	Section de la gestion des biens

**Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions)**

<i>Unité administrative</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Occupation des postes et emplois</i>	<i>Unité administrative au Centre de services mondial</i>
<b>Service de la gestion du personnel des missions</b>				
Service de la gestion du personnel des missions	P-5	Chef de section	Vacant	Bureau du Chef de la Section de la gestion des ressources humaines des missions
Service de la gestion du personnel des missions	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe du renforcement des capacités
Service de la gestion du personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Bureau du Chef de la Section de la gestion des ressources humaines des missions
Service de la gestion du personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Service de la gestion du personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
<b>Service du soutien spécialisé au personnel des missions</b>				
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	P-3	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe du renforcement des capacités
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Vacant	Groupe du renforcement des capacités
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Vacant	Groupe du renforcement des capacités
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	G	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude

<i>Unité administrative</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Occupation des postes et emplois</i>	<i>Unité administrative au Centre de services mondial</i>
<b>Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières</b>				
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude

<i>Unité administrative</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Occupation des postes et emplois</i>	<i>Unité administrative au Centre de services mondial</i>
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	P-3 (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Spécialiste des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	G (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Assistant chargé des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	G (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Assistant chargé des ressources humaines	Vacant	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	G (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude
Section de la prospection, du recrutement et de l'organisation des carrières	G (personnel temporaire autre que pour les réunions)	Assistant chargé des ressources humaines	Pourvu	Groupe de la gestion des listes d'aptitude

*Abréviations* : G = agent des services généraux.

## Annexe IV

### Transfert de quatre fonctions et de huit postes par le Département de l'appui aux missions au Centre de services mondial

Dans sa résolution 65/291, l'Assemblée générale a approuvé le transfert par le Département de l'appui aux missions de quatre fonctions et des huit postes correspondants au Centre de services mondial. Les fonctions étaient les suivantes : gestion du matériel informatique et de communications; appui technique aux systèmes financiers; traitement des indemnités pour frais d'études pour les missions autres que celles se trouvant en Afrique; gestion des marchés relatifs aux missions.

1. Le transfert de ces fonctions en est au stade suivant :
  - Le Centre a achevé la prise en mains de deux des quatre fonctions – le Groupe du traitement des indemnités pour frais d'études au niveau mondial et le Groupe de la gestion des marchés des missions – depuis janvier 2012;
  - La passation de pouvoirs n'a pas encore eu lieu dans le cas des deux autres fonctions; on trouvera des renseignements plus détaillés dans le tableau ci-après.
2. Le transfert des huit postes en est au stade suivant :
  - Les huit postes correspondant aux quatre fonctions dont le transfert a été approuvé ont été supprimés au Département de l'appui aux missions au Siège et créés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2011, conformément à la résolution 65/291 de l'Assemblée générale;
  - Deux (1 P-3 et 1 P-4) des huit postes transférés à la Base en 2011/12 étaient pourvus et les fonctionnaires concernés n'ont pas souhaité déménager à Brindisi pour des raisons d'ordre privé et familial. Ils ont trouvé un autre emploi au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions;
  - Il n'y a pas eu de frais de déménagement ni d'autres frais puisque la cession des huit postes n'a entraîné aucune mutation de personnel entre New York et Brindisi.

Le tableau ci-après fait le point des recrutements pour chacun des postes.

<i>Fonction</i>	<i>Point de la situation</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Classe</i>	<i>Point de la situation à la Base</i>
Gestion du matériel informatique et de communications	Transition non achevée au Centre de services mondial. Le Siège a continué de gérer le matériel informatique et de communications en attendant que les postes soient pourvus à Brindisi	Fonctionnaire d'administration	P-4	Recrutement en cours
		Assistant administratif	G	Sélection intervenue le 16 avril 2012

<i>Fonction</i>	<i>Point de la situation</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Classe</i>	<i>Point de la situation à la Base</i>
Appui technique aux systèmes financiers	Transition non achevée au Centre de services mondial. Le passage de relais se fera le 1 <sup>er</sup> mai 2012.	Administrateur de programme	P-3	Prise de fonctions du candidat sélectionné prévue pour le 27 avril 2012
Groupe du traitement des indemnités pour frais d'études au niveau mondial	Transfert achevé en janvier 2012	Assistant aux ressources humaines	G	Poste pourvu le 9 janvier 2012
		Assistant aux ressources humaines	G	Poste pourvu le 24 janvier 2012
Gestion des marchés des missions	Transfert achevé en janvier 2012	Chef de la gestion des marchés des missions	P-4	Poste pourvu le 7 janvier 2012
		Fonctionnaire chargé de la gestion des marchés	P-3	Poste pourvu le 22 février 2012
		Fonctionnaire chargé de la gestion des marchés	P-2	Candidat sélectionné

3. On trouvera ci-après des données au 24 avril 2012 sur les opérations effectuées par le Groupe du traitement des indemnités pour frais d'études au niveau mondial :

- 312 demandes ont été reçues par le Centre de services mondial;
- 290 demandes ont été traitées (certification et envoi au service des états de paie);
- 22 demandes sont en attente de correction de la part des missions;
- 6 demandes ont été renvoyées au Centre de services mondial par le service des états de paie;
- Le délai moyen de traitement des demandes, y compris la certification et l'envoi au service des états de paie, est de 28 jours.

4. Les données sur les activités du Groupe de la gestion des marchés des missions ne sont pas encore disponibles. Le Groupe se dote actuellement d'indicateurs de résultat, de données de référence et de points de comparaison.

## Annexe V

### Rôle de la cellule d'appui au personnel

Une cellule d'appui au personnel regroupant les partenaires compétents du Secrétariat a été mise en place afin de prêter assistance aux membres du personnel qui pourraient être touchés par des suppressions de postes si l'Assemblée générale approuvait le transfert, du Département de l'appui aux missions au Centre de services mondial, des fonctions qu'ils exercent. Elle se compose de représentants des quatre divisions du Département, du service administratif et du Bureau de la gestion des ressources humaines. Elle a pour but d'aider dans la mesure du possible les membres du personnel à examiner les possibilités qui s'offrent à eux, de façon régulière et transparente et en accord avec les textes réglementaires de l'Organisation. Elle veillera également à ce que les fonctionnaires touchés reçoivent toute l'aide voulue, y compris une prise en charge individuelle, en liaison avec le Syndicat du personnel. La cellule s'attache actuellement :

- a) À mettre au point des orientations en ce qui concerne la nature de l'appui à donner aux membres du personnel afin de les aider à trouver un emploi dans le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions ou ailleurs;
- b) À offrir aux membres du personnel touchés des options, dans le respect des politiques et textes réglementaires existants, y compris la possibilité de trouver un nouvel emploi dans le Département;
- c) À mettre au point un plan qui recensera les activités à mener, le service qui en sera responsable et les échéances à respecter afin de donner suite à ses recommandations;
- d) À élaborer et appliquer une stratégie de communication qui offre clarté et transparence aux membres du personnel touchés;
- e) À proposer des services de prise en charge;
- f) À tenir de larges consultations avec les représentants du personnel dans les meilleurs délais.